

**L'associatif :**  
**identité, synergie, engagement**  
**et professionnalisation**  
**Une base pour le plaidoyer**

2<sup>E</sup> THÉMATIQUE  
« ENGAGEMENT ET PROJET ASSOCIATIF »

*« Le travail associatif, c'est poser les questions de société et y répondre collectivement »  
Jacques Moriau (CBCS)*

La question de l'engagement dans l'associatif évolue comme évolue la société. Nous n'échappons pas à l'histoire. Les idéologies politiques fortes ont été au cœur des passions politiques des décennies d'après-guerre jusqu'en 1980. Le communisme, les espoirs révolutionnaires, le socialisme se présentant comme des alternatives au capitalisme, ont échoué. L'intensification de la globalisation (au plan de l'économie, de la communication, des transports, etc.) a contribué au déclin d'idéologies, à la fin de la vision du monde séparée en deux blocs surpuissants. Cela a rendu plus complexe la manière d'envisager son propre engagement. Nous ne rêvons plus au lendemain qui chante mais essayons dans nos secteurs d'activités et dans notre territoire d'apporter une réflexion et des actions qui vont dans le sens d'une plus grande justice sociale mais nous n'avons plus de modèle global à proposer comme finalité.

Le passage du bénévolat à la professionnalisation a aussi transformé le rapport à l'engagement. Le bénévolat au sein des associations était considéré comme l'engagement parfait puisque qu'il n'était pas lié à l'argent. La notion de don de soi, de don de son temps et de son énergie étaient les caractéristiques premières de l'engagement. La professionnalisation a ébranlé cela. L'arrivée du travailleur associatif rémunéré avec un financement public a pour certains fait glisser le fait associatif dans une institutionnalisation contraignante. Certains considèrent que recevant de l'argent de l'état, la marge de manœuvre des associations n'existe plus. Il est vrai que parfois le sentiment est fort que la montée des logiques économiques peut créer un abandon de la « passion » associative et voue l'associatif à une mise « sous tutelle » de l'autorité publique. La charge administrative grandissante renforce ce sentiment.

Nous pouvons paraître parfois un secteur qui coûte cher (ce qui comparativement à d'autres budgets de l'état ne se vérifie pas) et qui en plus se permet de critiquer les choix sociétaux opérés par nos dirigeants.

Nous pensons que le développement de l'esprit critique, de l'esprit d'analyse, du développement du sens de la nuance et de la complexité des choses sont garants d'une société dynamique, revitalisante et porteuse d'espoir. Nous nous plaisons d'ailleurs à rappeler que l'argent de l'Etat est le nôtre et qu'il n'en est que le « redistributeur » et que cette redistribution est fort inégalitaire. L'Etat a bien sûr un droit de regard et de contrôle sur nos dépenses puisqu'il en est le dépositaire (et non le propriétaire) mais en toute confiance, en toute bienveillance. Nous avons tout à gagner, monde associatif et pouvoirs subsidiant à travailler dans la confiance, le soutien réciproque et l'esprit d'égalité pour essayer de freiner les nouvelles aspirations économiques dominantes qui se préoccupent de moins en moins de l'humain et qui ne considèrent plus le mode démocratique et ses institutions comme un éventuel partenaire à prendre en compte.

Par ailleurs, nous observons aussi que depuis quelques années et en particulier la jeune génération s'engage dans des formes collectives moins structurées : associations de fait, collectif, regroupement d'intérêt, mouvement qui se regroupe autour d'un sujet particulier. Nous devons prendre en compte cette évolution et ne pas opposer ces nouvelles formes collectives aux associations mais les considérer comme complémentaires et porteuses de réflexions sur de nouveaux mode d'actions.

Une société qui a glissé de plus en plus vers l'individualisme, la réussite personnelle, le bien-être dans son petit « ilot » de connaissance n'a pas non plus favorisé les réflexions sur le sens de l'engagement collectif qui doit selon nous participer à faire société. La montée en puissance des réseaux sociaux s'ils sont mal utilisés enferment l'individu dans une reconnaissance « virtuelle » et encourage la solitude dans un rapport à l'écran parfois excessif. Nous reconnaissons cependant que ces réseaux sociaux ont aussi constitué une force de mobilisation indispensable à des mouvements alternatifs de lutte par exemple sur le climat ou sur la défense des sans-papiers.

Beaucoup ont le « nez dans le guidon » et parfois la dynamique interne de leur association est loin d'être porteuse des valeurs de la démocratie et de la mise en avant des fondamentaux qui « dirigent » nos actions. Entre le prescrit des lois et les vertus de l'engagement, l'interaction et l'intersection se trouvent en difficulté pour faire de chacun le vecteur d'une revendication inhérente à l'associatif partagée et adhérente. A de nombreux endroits, la logique des chiffres et la comptabilité des activités a propulsé les fondateurs, les travailleurs et l'encadrement dans une bureaucratisation de fait qui prend le pied sur le projet et les fondamentaux des associations.

Donc souvent, nous avons, nous, porteur d'un associatif qui se veut parole collective et prise de positions, l'impression de ramer à contre-courant, mais nous le faisons avec bonheur...

C'est pourquoi nous envisageons :

- Le projet associatif comme un projet de transformation, d'amélioration sociétal et qui ne doit pas seulement répondre exclusivement aux urgences des besoins de la

population et mettre des « sparadraps » qui se décolent de plus en plus vite. Ce projet s'inscrit dans la vie démocratique de notre pays et en est un maillon fort ;

- Le projet associatif comme collectif force de propositions pour une société plus juste, plus égalitaire, plus « aérée », plus participative où les paroles, les avis, les revendications de l'ensemble de la population sont mieux pris en compte ;
- Le fait associatif ne peut se constituer que comme palliatif à l'insuffisance criante des classes dirigeantes à solutionner l'accroissement de la pauvreté et des injustices mais bien comme un corps qui prend position, qui avance des propositions concrètes sur les sujets brûlants : la politique sociale, la politique migratoire, la politique économique, le tout « argent », le tout « rendement », le tout « résultat immédiat, efficace et mesurable » ;
- Nous revendiquons notre place comme « corps intermédiaire » à égalité de compétence, d'expertises avec les décideurs. C'est pourquoi nous souhaitons être associés aux instances de concertation déjà existantes et aux réflexions sur l'avenir de l'associatif.

Nous souhaitons :

- Des temps de réflexions, d'analyses, de propositions internes aux travailleurs associatifs et que ceux-ci soit reconnus par les pouvoirs subsidiaires comme importants dans le processus de travail d'une association. Ces temps vont de pair avec un allègement des contraintes administratives pour dégager du temps à ces missions ;
- Des rencontres avec les pouvoirs publics sur le terrain même de nos actions ce qui ne pourrait s'envisager sans un accroissement du personnel des administrations et particulièrement des services d'inspections.